

DOSSIER ROLE ET FONCTION DE L'ASSISTANT SANITAIRE

L'assistant sanitaire est chargé des relations avec les professionnels de la santé (médecin, hôpital) et la gestion des documents administratifs dans ce domaine. Il veille à assurer les soins quotidiens en liaison avec le médecin. Il intervient, en tant que secouriste, en cas d'accident.

Le suivi [sanitaire] consiste notamment à :

- s'assurer de la remise, pour chaque mineur, des renseignements médicaux ainsi que, le cas échéant, des certificats médicaux (...)
- informer les personnes qui concourent à l'accueil de l'existence éventuelle d'allergies(...)
- identifier les mineurs qui doivent suivre un traitement médical (...) et s'assurer de la prise des médicaments
- s'assurer que les médicaments sont conservés dans un contenant fermé à clef sauf lorsque la nature du traitement impose que le médicament soit en permanence à la disposition de l'enfant
- tenir le registre dans lequel sont précisés les soins donnés aux mineurs, et notamment les traitements médicamenteux
- tenir à jour les trousse de premiers soins

Extrait de l'article 2 de l'arrêté du 20 février 2003

Recommandations d'une DDCS sur les différents rôles de l'AS

- Soigner les enfants comme le personnel,
 - Assurer le suivi médical des enfants en cas de traitement,
 - Gérer le contenu de l'armoire à pharmacie, des trousse de secours (vérification des dates de péremption, rajout de produits),
 - Tenir les registres à jour,
 - Informer l'équipe d'animation des conduites à tenir en matière de sécurité, de mesures d'hygiène.
- L'assistant sanitaire peut aussi, en cas d'accident s'appliquer à gérer la panique, en rassurant et en expliquant les événements. Lors de maladie, d'hospitalisation ou même de simple "bobo", l'assistant sanitaire est un substitut affectif et il se doit de remplir ce rôle avec sérieux pour le bien-être psychologique de l'enfant.



Les enfants confiés doivent-ils être accompagnés à l'hôpital ?

Dès lors que l'enfant a été confié à un service de secours d'urgence, par exemple, un service d'aide médicale d'urgence (SAMU) ou un service départemental d'incendie et de secours (SDIS), le rôle du responsable de la structure qui en assurait la surveillance est de mettre en relation ses parents avec les secours et avec les médecins de la structure de soins vers laquelle l'enfant est transporté. Si les parents ont préalablement exprimé le désir que tel praticien soit, en pareil cas, appelé comme consultant, le responsable doit également en informer les secours.

En revanche, rien ne semble imposer, ni recommander d'accompagner dans le véhicule de transport sanitaire l'enfant vers la structure de soins.

L'accompagnement de l'enfant par un adulte ne présente d'ailleurs pas d'utilité sur le plan des décisions d'actes médicaux d'urgence éventuels lors du transport sanitaire, ou, plus tard, dans la structure de soins. En effet, l'article 42 du [décret n° 95-1000](#) du 6 septembre 1995 portant code de

déontologie médicale dispose que le médecin appelé à donner des soins à un mineur doit s'efforcer de prévenir ses parents ou leur représentant légal et d'obtenir leur consentement.

En cas d'urgence, même si ceux-ci ne peuvent être joints, le médecin doit donner les soins nécessaires. En outre, l'adulte accompagnant ne peut pas de toute manière substituer à la décision ou au silence des parents sa propre décision pour des actes concernant la personne du mineur.



Ceci dit, si la présence d'un accompagnant adulte dans le véhicule du transport sanitaire évacuant en urgence un enfant victime d'un accident n'est pas obligatoire, rien ne l'interdit non plus. Il est donc tout à fait légitime de vouloir accompagner l'enfant, si le transporteur est d'accord, pour le soutenir moralement et favoriser son bien-être psychologique jusqu'à l'arrivée de ses parents. Il faut toutefois que cela soit matériellement possible, et en particulier que cela ne se fasse pas au détriment des autres enfants dont la structure doit continuer à assurer la surveillance.

DIPLOMES EXIGES

Pour être assistant sanitaire, il faut être titulaire du PSC 1 ([ou d'un diplôme admis en équivalence](#)).

[Arrêté du 20 février 2003](#)

Au delà du diplôme...

Si l'on se réfère à la loi, une personne qui n'a aucune expérience, ni de l'enfance, ni du secours et du soin et qui a suivi une formation d'une journée peut dès le lendemain assurer les fonctions d'assistant sanitaire.

De même, une personne qui a passé son BNS en 1980 et qui n'a jamais suivi le moindre [recyclage](#) (possible, conseillé mais non obligatoire) peut également remplir ces fonctions.

Tout cela est-il raisonnable ? Difficile à dire, la loi est ce qu'elle est, et si rien n'empêche les directeurs et les organisateurs d'être plus exigeants que la loi en posant des conditions d'expérience à l'embauche, rien ne les empêche de se contenter d'appliquer la loi. En attendant un durcissement de la réglementation (peu probable), on ne peut que faire appel au bon sens des uns et des autres. De nombreux directeurs ne recrutent pour ce poste que des secouristes ayant un minimum d'expérience associative ou bien des animateurs qui, s'ils ne sont pas des secouristes expérimentés sont au minimum des animateurs aguerris. En tout état de cause nous n'encourageons pas les animateurs débutants à postuler pour être assistant sanitaire.

■ Pour les Accueils de Loisirs Sans Hébergement, La présence d'un assistant sanitaire n'est pas obligatoire même si elle est souhaitable.

LEGISLATION

- Arrêté du 20 février 2003 relatif au suivi sanitaire des mineurs

ARRETE

Arrêté du 20 février 2003 relatif au suivi sanitaire des mineurs mentionnés à l'article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles.

Version consolidée au 28 février 2003

Le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche et le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 227-4 et L. 227-5 ;

Vu le décret n° 2002-883 du 3 mai 2002 relatif à la protection des mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, et notamment ses articles 5, 7 et 9,

Article 1

L'admission d'un mineur en centre de vacances, en centre de loisirs sans hébergement et en placement de vacances est conditionnée à la fourniture préalable sous enveloppe cachetée portant le nom du mineur au responsable du centre :

1° D'informations relatives :

a) Aux vaccinations obligatoires ou à leurs contre-indications :

copie des pages du carnet de santé relatives aux vaccinations, copie du carnet de vaccinations, ou attestation d'un médecin ;

b) Aux antécédents médicaux ou chirurgicaux ou à tout autre élément d'ordre médical considéré par les parents ou le responsable légal du mineur comme susceptibles d'avoir des répercussions sur le déroulement du séjour ;

c) Aux pathologies chroniques ou aiguës en cours ; le cas échéant, les coordonnées du médecin traitant seront fournies. Si un traitement est à prendre durant tout ou partie du séjour, l'ordonnance du médecin devra être jointe et, s'il s'agit d'un traitement à ne prendre qu'en cas de crise, les conditions et les modalités d'utilisation des produits devront être décrites. Les médicaments seront remis au responsable de l'accueil dans leur emballage d'origine avec la notice d'utilisation. Les nom et prénom du mineur devront être inscrits sur l'emballage ;

2° D'un certificat médical de non-contre-indication lorsqu'une ou plusieurs activités physiques mentionnées à l'article 13 du décret du 3 mai 2002 susvisé sont proposées dans le cadre de l'accueil.

Article 2

Sous l'autorité du directeur, un des membres de l'équipe d'encadrement est chargé du suivi sanitaire. Dans les centres de vacances, il est titulaire de l'attestation de formation aux premiers secours. Le suivi consiste notamment à :

- s'assurer de la remise, pour chaque mineur, des renseignements médicaux ainsi que, le cas échéant, des certificats médicaux, mentionnés à l'article 1er ;

- informer les personnes qui concourent à l'accueil de l'existence éventuelle d'allergies médicamenteuses ou alimentaires ;

- identifier les mineurs qui doivent suivre un traitement médical pendant l'accueil et s'assurer de la prise des médicaments ;

- s'assurer que les médicaments sont conservés dans un contenant fermé à clef sauf lorsque la nature du traitement impose que le médicament soit en permanence à la disposition de l'enfant ;
- tenir le registre dans lequel sont précisés les soins donnés aux mineurs, et notamment les traitements médicamenteux ;
- tenir à jour les trousseaux de premiers soins.

Article 3

Le directeur du centre de vacances ou du centre de loisirs sans hébergement s'assure du respect de la confidentialité des informations médicales mentionnées à l'article 1er et de celles contenues dans le registre mentionné à l'article 2.

Article 4

Les documents mentionnés à l'article 1er et les médicaments sont restitués aux responsables légaux du mineur à l'issue de l'accueil. Ces derniers sont informés de tout événement de santé survenu pendant le séjour.

- Décret n° 2002-883 du 3 mai 2002 Décret relatif à la protection des mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs (Voir l'article 9 pour la fonction sanitaire).

DECRET

Décret n°2002-883 du 3 mai 2002 relatif à la protection des mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs

Version consolidée au 26 octobre 2004

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'emploi et de la solidarité, du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et de la ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la directive des Communautés européennes n° 92/51/CEE du 18 juin 1992 modifiée relative à un deuxième système général de reconnaissance des qualifications ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 227-4 et suivants ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 2324-1 à L. 2324-4 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse en date du 20 mars 2002 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

- Section 1 : Dispositions générales.
- **Article 1** (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Constituent un placement de vacances les accueils de mineurs avec hébergement organisés par une personne physique ou morale dans une ou plusieurs familles pendant les périodes de vacances des classes visées à l'article L. 521-1 du code de l'éducation, dès lors que ces accueils excèdent une durée de cinq nuits consécutives.

Constituent un centre de vacances les accueils collectifs de mineurs avec hébergement, autres que ceux visés à l'alinéa précédent, pendant les périodes de vacances visées à l'article L. 521-1 du code de l'éducation, dès lors que le nombre de mineurs accueillis est au moins égal à douze et que la durée de leur hébergement est supérieure à cinq nuits consécutives.

Constituent un centre de loisirs les accueils collectifs d'au moins huit mineurs sans hébergement, en dehors d'une famille, pendant quinze jours au moins au cours d'une même année. Le nombre des mineurs accueillis dans un même centre de loisirs ne peut être supérieur à 300.

Article 2 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

I. - Les personnes organisant l'accueil en France de mineurs mentionné à l'article 1er du présent décret doivent en faire préalablement la déclaration au représentant de l'Etat dans le département. A moins qu'il ne s'oppose à l'organisation de cet accueil, celui-ci délivre un récépissé, lequel vaut autorisation.

Dans le cas où la personne qui organise un accueil de mineurs est établie en France, la déclaration est effectuée auprès du préfet du département du lieu du domicile ou du siège social.

Celui-ci en transmet copie au préfet du département où l'accueil doit se dérouler.

Dans le cas où la personne qui organise l'accueil de mineurs est établie à l'étranger, la déclaration est effectuée auprès du préfet du département où cet accueil doit se dérouler.

Les modalités de cette déclaration et de la délivrance du récépissé sont fixées par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre chargé des affaires sociales et du ministre chargé de la jeunesse.

II. - Toute personne établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen organisant sur le territoire de l'un de ces Etats l'accueil de mineurs de nationalité française ou résidant habituellement en France peut effectuer une déclaration auprès de l'autorité administrative selon des modalités prévues par un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de la jeunesse.

Cette déclaration donne lieu à la délivrance d'une attestation si la personne concernée est soumise de la part de l'Etat membre où elle est établie à des règles équivalentes à celles résultant des articles L. 227-4 à L. 227-12 du code de l'action sociale et des familles et des textes pris pour leur application.

Article 3 (abrogé au 26 octobre 2004).

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Les organisateurs mentionnés à l'article précédent vérifient que les personnes appelées, à quelque titre que ce soit, à prendre part à un accueil de mineurs n'ont pas fait l'objet d'une mesure administrative prise en application des articles L. 227-10 et L. 227-11 du code de l'action sociale et des familles.

A cet effet, ils peuvent avoir accès au fichier des personnes ayant fait l'objet d'une telle mesure, qui est établi dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la jeunesse, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Article 4 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

L'injonction mentionnée à l'article L. 227-11 est adressée par le préfet du lieu du déroulement de l'accueil et précise le ou les motifs pour lesquels elle est prononcée ainsi que le délai accordé à l'intéressé pour mettre fin aux manquements et risques signalés. Elle est notifiée à l'organisateur de l'accueil ainsi qu'au responsable de l'accueil des mineurs mentionné à l'article 1er du présent décret ou à l'exploitant des locaux les accueillant.

L'arrêté préfectoral, mentionné à l'article L. 227-11, interrompant ou mettant fin à cet accueil ou prononçant la fermeture du centre de vacances ou du centre de loisirs est notifié dans les mêmes conditions. Il est motivé.

- Section 2 : Dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité.

- **Article 5** (abrogé au 26 octobre 2004)

-

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Les centres mentionnés à l'article 1er du présent décret, sauf ceux organisant des loisirs itinérants, doivent disposer de lieux d'activités abrités, adaptés aux conditions climatiques. Ils doivent être organisés de façon à permettre une utilisation distincte par les filles et par les garçons de plus de six ans d'installations sanitaires en nombre suffisant, eu égard à l'effectif accueilli. Ils doivent respecter les conditions hygiéniques applicables aux établissements de restauration collective à caractère social. Ils doivent disposer d'un lieu permettant d'isoler les malades.

Lorsque ces centres sont organisés dans des bâtiments, ceux-ci doivent satisfaire aux conditions techniques d'hygiène et de sécurité requises notamment par les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, par les règles générales de construction et par le règlement sanitaire départemental en vigueur.

Article 6 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Les centres de vacances mentionnés à l'article 1er du présent décret doivent être organisés de façon à permettre aux filles et aux garçons âgés de plus de six ans de dormir dans des lieux séparés. Chaque mineur hébergé doit disposer d'un moyen de couchage individuel.

Article 7 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

L'admission d'un mineur selon l'une des modalités prévues à l'article 1er du présent décret est subordonnée à la production d'un document attestant qu'il a satisfait aux obligations fixées par la législation relative aux vaccinations. Elle est également soumise à la fourniture par les responsables légaux du mineur de renseignements d'ordre médical dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la santé et du ministre chargé de la jeunesse.

Ce document est adressé à l'organisateur de l'accueil ou à son représentant qui s'assure du respect de la confidentialité des informations.

Article 8 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Les personnes qui participent à l'un des accueils mentionnés à l'article 1er du présent décret doivent produire, avant leur entrée en fonction, un document attestant qu'elles ont satisfait aux obligations légales en matière de vaccination.

Article 9 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

L'organisateur d'un centre mentionné à l'article 1er du présent décret met à la disposition du directeur du centre et de son équipe :

1° Des moyens de communication permettant d'alerter rapidement les secours ;

2° La liste des personnes et organismes susceptibles d'intervenir en cas d'urgence.

Un registre mentionnant les soins donnés aux mineurs est tenu par le directeur du centre.

Le suivi sanitaire est assuré, dans des conditions fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la santé et du ministre chargé de la jeunesse, par une personne désignée par le directeur du centre.

Article 10 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

L'aménagement de l'espace dans lequel se déroulent les activités physiques ainsi que le matériel et les équipements utilisés pour leur pratique doivent permettre d'assurer la sécurité des mineurs. Un arrêté du ministre chargé de la jeunesse fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

Article 11 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Les personnes organisant l'accueil des mineurs ou leur représentant sont tenues d'informer sans délai le préfet du département du lieu d'accueil de tout accident grave ainsi que de toute situation présentant ou ayant présenté des risques graves pour la santé et la sécurité physique ou morale des mineurs.

Elles informent également sans délai de tout accident ou maladie les représentants légaux du mineur concerné.

- Section 3 : Dispositions relatives à la qualification des personnes encadrant les mineurs dans les centres de vacances et les centres de loisirs.

- **Article 12** (abrogé au 26 octobre 2004)

-

Modifié par [Décret 2004-154 2004-02-17 art. 1 I, II, III, IV JORF 18 février 2004](#)

Modifié par [Décret n°2004-154 du 17 février 2004 - art. 1 JORF 18 février 2004](#)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Les fonctions d'animation en centres de vacances et en centres de loisirs peuvent être exercées :

1. Par les titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur ou d'un diplôme, titre ou certificat de qualification figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la jeunesse après avis du Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse ;

2. Par les personnes qui, dans le cadre de la préparation du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur ou de l'un des diplômes ou titres figurant sur la liste mentionnée au 1, effectuent un stage ou une période de formation en milieu professionnel dans un centre de vacances ou un centre de loisirs ;

3. A titre subsidiaire, par des personnes autres que celles mentionnées aux 1 et 2 ci-dessus.

Le nombre de personnes titulaires des qualifications mentionnées au 1 ne peut être inférieur à la moitié de l'effectif requis. Celui des personnes mentionnées au 3 ne peut être supérieur à 20 % dudit effectif.

Article 13 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Des diplômes ou titres spécifiques peuvent être exigés pour certaines activités physiques dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la jeunesse.

Article 14 (abrogé au 26 octobre 2004)

Modifié par [Décret 2004-154 2004-02-17 art. 1 V, VI, VII, VIII JORF 18 février 2004](#)

Modifié par [Décret n°2004-154 du 17 février 2004 - art. 1 JORF 18 février 2004](#)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Les fonctions de direction des centres de vacances et des centres de loisirs peuvent être exercées :

1. Par les personnes titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur ou d'un diplôme, titre ou certificat de qualification figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la jeunesse après avis du Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse ;

2° Les personnes qui, dans le cadre de la préparation du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur ou de l'un des diplômes ou titres figurant sur la liste mentionnée au 1, effectuent un stage ou une période de formation en milieu professionnel dans un centre de vacances ou un centre de loisirs.

Dans les centres de loisirs accueillant pendant plus de quatre-vingts jours un effectif supérieur à quatre-vingts mineurs, peuvent seules exercer les fonctions de direction :

- les personnes titulaires d'un diplôme, titre ou certificat de qualification figurant à la fois sur la liste mentionnée au 1 du présent article et au répertoire national des certifications professionnelles prévu à l'article L. 335-6 du code de l'éducation ;

- jusqu'au 1er septembre 2005, les personnes titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur qui justifient, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, avoir exercé ces fonctions dans un ou plusieurs centres de vacances ou centres de loisirs pendant une période cumulée correspondant à vingt-quatre mois au moins à compter du 1er janvier 1997.

Article 15 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Sous réserve des dispositions de l'article 16, l'effectif minimum des personnes exerçant des fonctions d'animation dans les centres de loisirs est fixé comme suit :

1. Centres de loisirs accueillant des mineurs de moins de six ans : un animateur pour huit mineurs ;

2. Centres de loisirs accueillant des mineurs de six ans et plus :
un animateur pour douze mineurs.

Article 16 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Pour l'accueil des enfants scolarisés aux heures qui précèdent et suivent la classe, l'effectif

minimum des personnes exerçant des fonctions d'animation est fixé à un animateur pour quatorze mineurs sauf pour les accueils concernant exclusivement les mineurs de moins de six ans, pour lesquels cet effectif est fixé à un animateur pour dix mineurs.

Article 17 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Dans les centres de loisirs accueillant quatre-vingts mineurs au plus pendant une durée égale au plus à quatre-vingts jours, le directeur est inclus dans l'effectif des personnes exerçant des fonctions d'animation.

Article 18 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

L'effectif minimum des personnes exerçant des fonctions d'animation dans les centres de vacances est fixé comme suit :

1. En ce qui concerne les centres de vacances accueillant des mineurs âgés de moins de six ans : un animateur pour huit mineurs ;
2. En ce qui concerne les centres de vacances accueillant des mineurs âgés de six ans et plus : un animateur pour douze mineurs.

Article 19 (abrogé au 26 octobre 2004)

Modifié par [Décret 2004-154 2004-02-17 art. 1 IX, X, JORF 18 février 2004](#)

Modifié par [Décret n°2004-154 du 17 février 2004 - art. 1 JORF 18 février 2004](#)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Lorsque l'effectif d'un centre de vacances est supérieur à cent mineurs, le directeur doit être assisté d'un ou plusieurs adjoints, qui doivent satisfaire aux conditions de qualification mentionnées à l'article 14, à raison d'un adjoint supplémentaire par tranche de cinquante mineurs au-delà de cent.

Article 20 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Ne sont pas compris dans les effectifs minima mentionnés aux articles 15, 16, 17 et 18 du présent décret les personnes qui, sans être titulaires de la qualification requise pour exercer des fonctions d'animation, interviennent dans le cadre des objectifs pédagogiques développés par le centre de vacances ou le centre de loisirs.

Article 21 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Des titres et diplômes étrangers peuvent être reconnus équivalents aux titres et diplômes français permettant d'exercer des fonctions d'animation ou des fonctions de direction dans les centres de vacances et dans les centres de loisirs. Ils sont inscrits par arrêté du ministre chargé de la jeunesse sur les listes mentionnées aux articles 12 et 14 du présent décret, après avis du Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse.

Le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs du lieu de domicile du demandeur délivre l'attestation d'équivalence à toute personne titulaire d'un diplôme ou d'un titre étranger inscrit sur les listes mentionnées à l'alinéa précédent.

Article 22 (abrogé au 26 octobre 2004)

Abrogé par [Décret n°2004-1136 du 21 octobre 2004 - art. 4 \(V\) JORF 26 octobre 2004](#)

Peuvent être autorisés à exercer en France les fonctions d'animation ou de direction d'un centre de vacances ou d'un centre de loisirs les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen qui, sans être titulaires d'un diplôme figurant sur les listes mentionnées aux articles 12 et 14, possèdent :

1. Un titre acquis dans un Etat visé à l'alinéa précédent réglementant l'exercice de la fonction concernée ;
2. Un titre acquis dans un pays tiers, admis en équivalence dans un Etat précité qui réglemente l'exercice de cette fonction, et justifient avoir exercé la fonction concernée pendant deux années au moins dans cet Etat ;
3. Un diplôme sanctionnant un cycle d'études orienté spécifiquement vers l'exercice de la fonction qu'ils désirent exercer en France, délivré par une autorité compétente d'un Etat précité ou dans des conditions définies par cet Etat ;
4. Un titre autre que ceux visés aux 1, 2 et 3 ci-dessus, délivré par une autorité compétente d'un Etat précité ou dans des conditions définies par cet Etat dès lors que les intéressés justifient, dans la fonction, d'une expérience professionnelle de deux années au moins acquise dans un Etat précité qui ne réglemente pas l'exercice de la fonction concernée.

Dans tous les cas, lorsque la formation de l'intéressé porte sur des programmes substantiellement différents de ceux du diplôme exigé par la législation nationale ou lorsque le titre dont il justifie ne prépare pas à l'intégralité des fonctions auxquelles donne accès la possession du diplôme national, l'autorité compétente peut exiger que le demandeur choisisse soit de se soumettre à une épreuve d'aptitude, soit d'accomplir un stage d'adaptation dont la durée ne peut excéder deux ans et qui fait l'objet d'une évaluation.

La décision est notifiée par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs du lieu de domicile du demandeur, après avis du Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse, dans un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande dans ses services.

Un arrêté du ministre chargé de la jeunesse précise la composition du dossier de demande d'équivalence et détermine les modalités du dépôt de la demande.

► Les autres documents

Depuis le 01 mai 2003, date d'entrée en vigueur du [décret du 3 mai 2002](#), il est obligatoire de tenir à jour un registre mentionnant les soins donnés aux mineurs. Le décret stipule qu'il doit être tenu par le directeur du centre. (article 9)

Il a toujours été d'usage d'utiliser un cahier d'infirmerie même avant que le décret ne le rende obligatoire. Il permet de noter au jour le jour l'ensemble des accidents, du plus bénin au plus grave et les interventions des adultes. Il est surtout important en cas de problème pour retracer l'historique d'un incident.

Les certificats médicaux ne sont pas obligatoires pour les enfants (sauf pratiques sportives)